Colloque international, Université Paris Ouest, Nanterre

« Les petites paysanneries dans un contexte mondial incertain »

21 novembre 2014

Les stratégies et comportements des acteurs ruraux face à l'application du second pilier de la PAC en France

TCHEKEMIAN Anthony

MCF Géographie & Aménagement du territoire

Directeur du département LLSH

Université de la Polynésie Française

Equipe Géos - UMR 241 EIO

anthony.tchekemian@upf.pf

Contexte

La PAC : politique publique Européenne (traité de Rome, 1957) :

- **1er pilier (1962) : soutien aux marchés agricoles**
- **2ème pilier (1999) : Règlement Développement Rural**
  - PDRN (2000-06)
  - PDRH (2007-13)

    - DOCUP Objectif 2 (mesures de l'article 33)

Problématique

Programme français de développement rural :

- outils de lecture, d'identification, de compréhension et de construction territoriale

- **mise en place des aides**
- **leurs effets sur les acteurs et les territoires**

Méthodologie

Délimitation des 6 terrains d'études :

- plusieurs cantons : pays et bassins de vie (INSEE)

Données sur les 6 territoires d'étude

- effets de l'application du second pilier de la PAC en France
- articulations avec autres programmes (européens, nationaux, régionaux)

Guides d'entretiens en fonction des acteurs :

- institutionnels et professionnels : données qualitatives et quantitatives
- 234 entretiens semi-directifs : soit envi 37 entretiens / terrain d'étude

Six terrains d'étude

Mené

Bretagne, Côtes-d'Armor

"Pollution des sols"

Thymerais

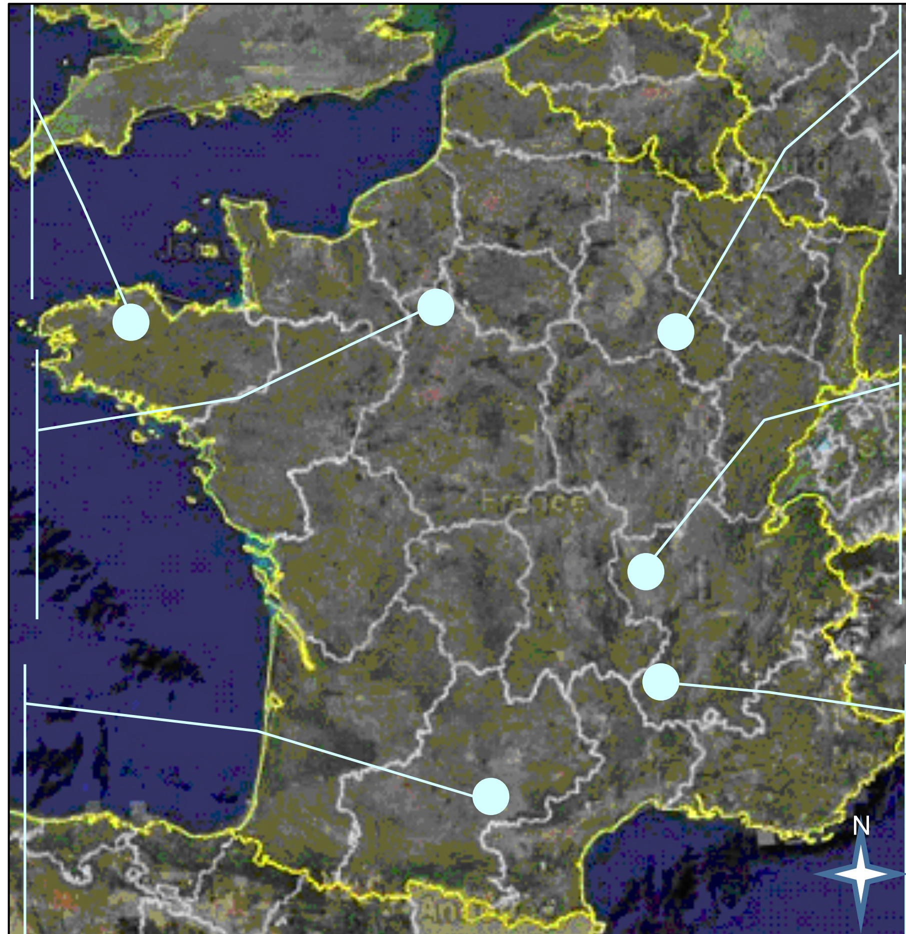
Centre, Eure-et-Loir

"Evolutions depuis 1er pilier PAC"

Monts de Lacaune

Midi-Pyrénées, Tarn

"Montagne sèche"



Plateau de Langres

Champagne Ardenne, Haute-Marne

"Zone défavorisée"

Coteaux du Lyonnais

Rhône-Alpes, Rhône

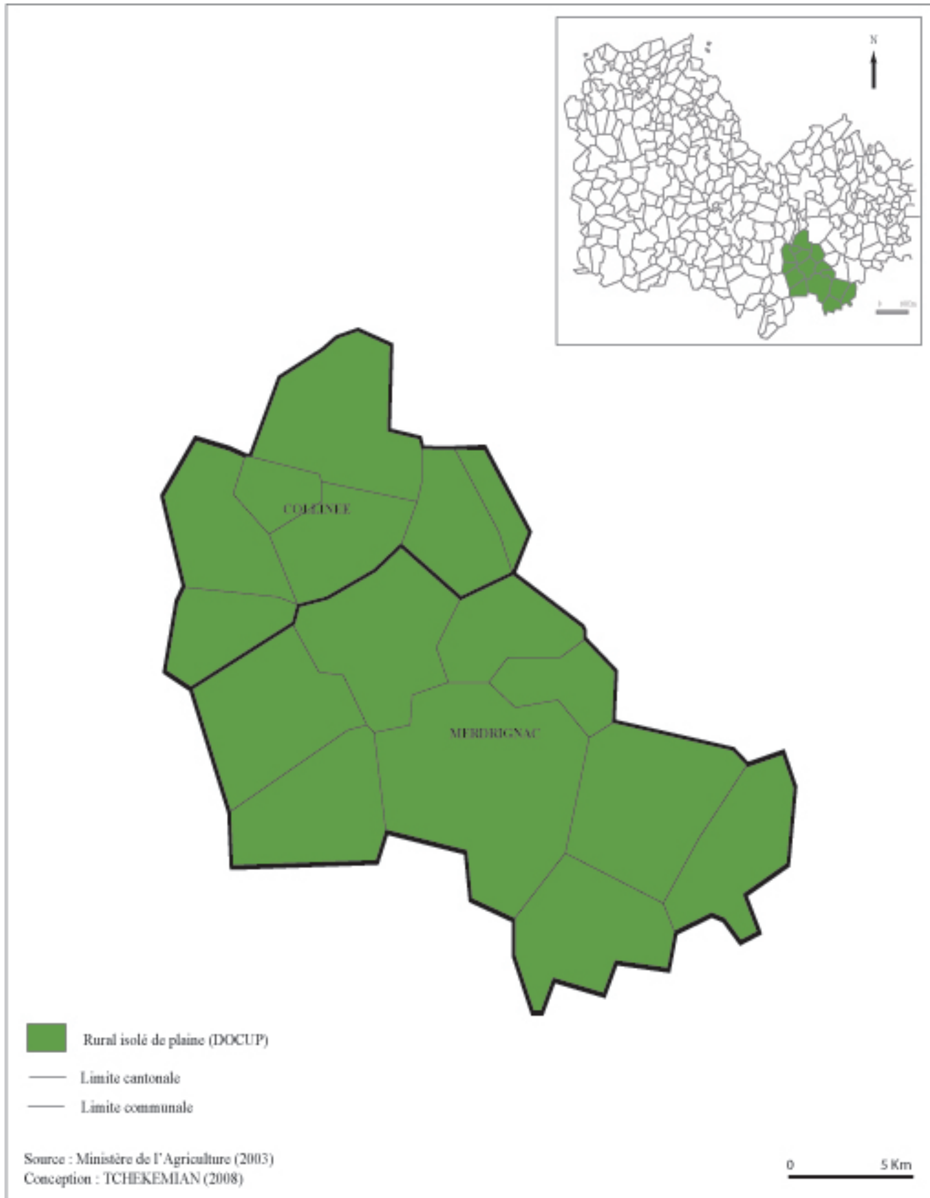
"Territoire périurbain"

Ardèche méridionale

Rhône-Alpes, Ardèche

"Pression foncière et multifonctionnalité"

Le Mené (Côtes-d'Armor)





Sud-est, entre St Brieuc et Rennes

2 cantons : Pays du Mené

Communes rurales isolées

Absence de voie ferrée et d'autoroute

Difficultés sociales et économiques

Secteur agricole important mais en crise

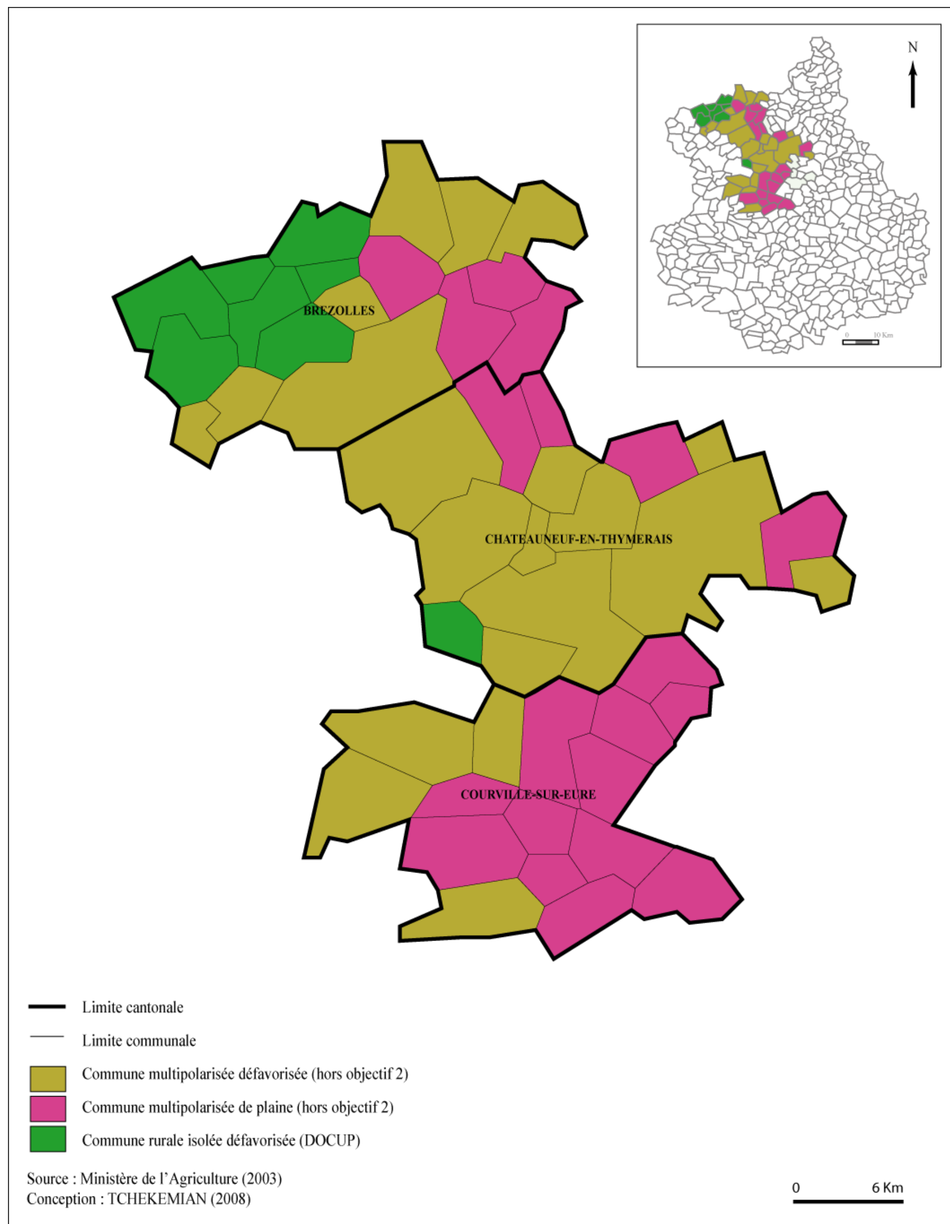
Pollution des sols et des eaux





Terrains d'étude

Le Thymerais (Eure-et-Loir)







3 cantons : ouest de l'axe Chartres-Dreux

Communes multipolarisées et rurales isolées

Plus grandes exploitations du départ.

Proximité d'Ile de France : gîtes, clivage de populations

Fort lien avec le 1er pilier de la PAC

Exploitations intensives COP

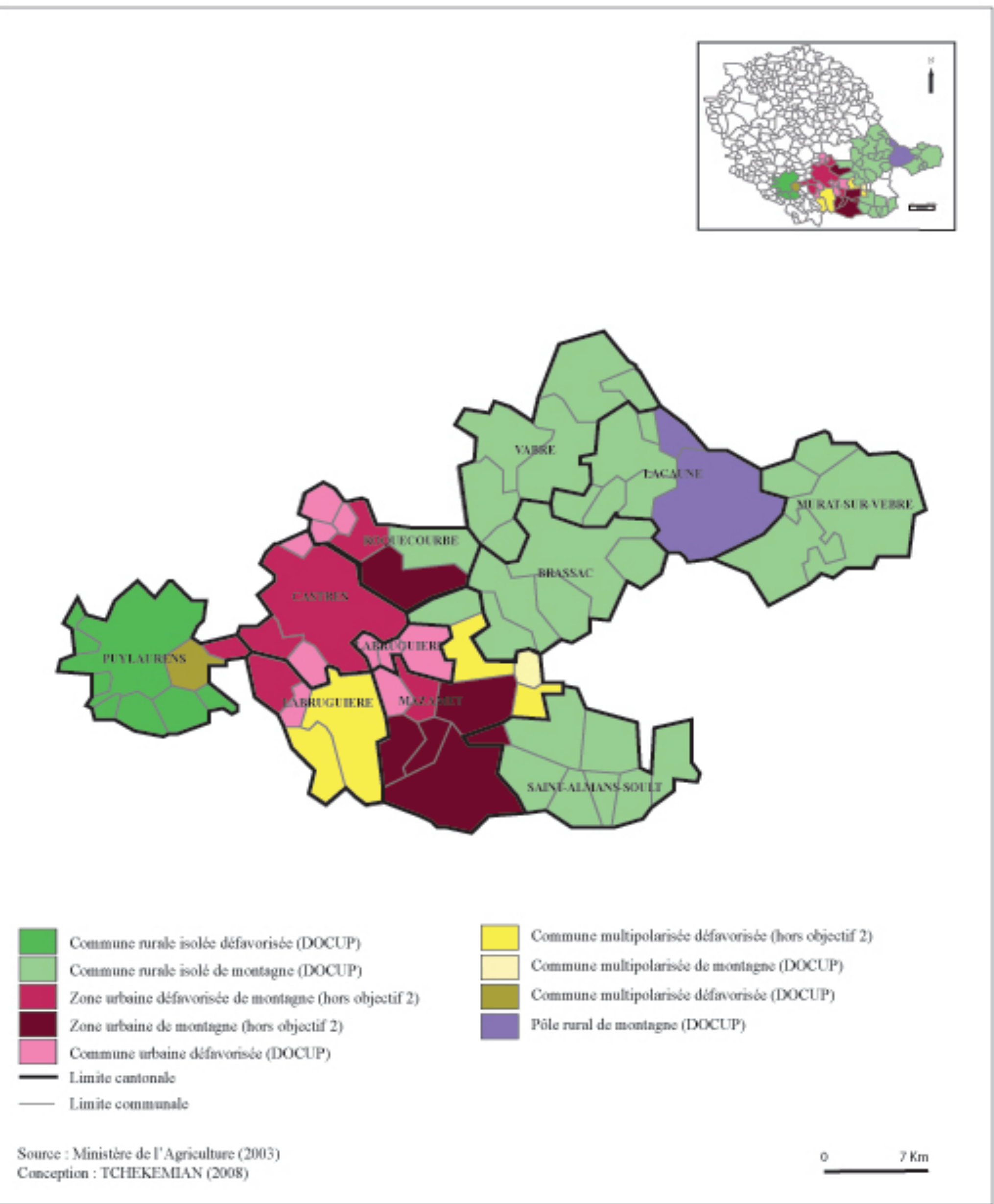
Effets sur l'environnement et biodiversité





Terrains d'étude

Les Monts de Lacaune (Tarn)





Sud-est du Tarn

9 cantons : Pays des Monts de Lacaune

Zone de montagne sèche avec rural isolé et urbain défavorisé (ICHN)

Massif granitique et schisteux (1267 m)

Tourisme de passage : salaison et laiteries (brebis pour AOC Roquefort)

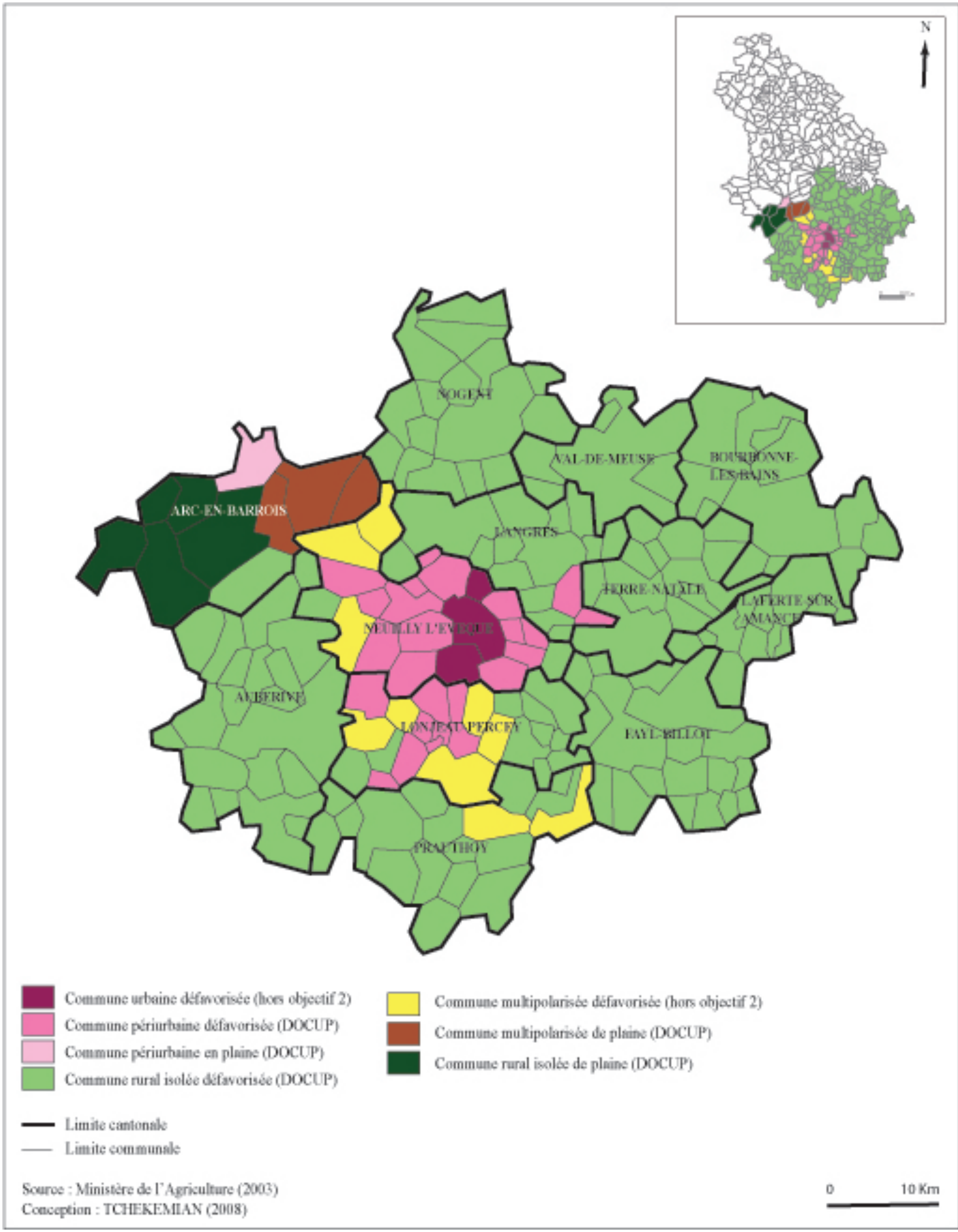
Déprise agricole, territoire enclavé





Terrains d'étude

Plateau de Langres (Haute-Marne)





Sud de la Haute-Marne

Zone intermédiaire : communes rurales isolées

13 cantons : Pays de Langres (2003)

Importante intercommunalité : forte solidarité

Evolution : extensification agricole

Baisse de la population agricole

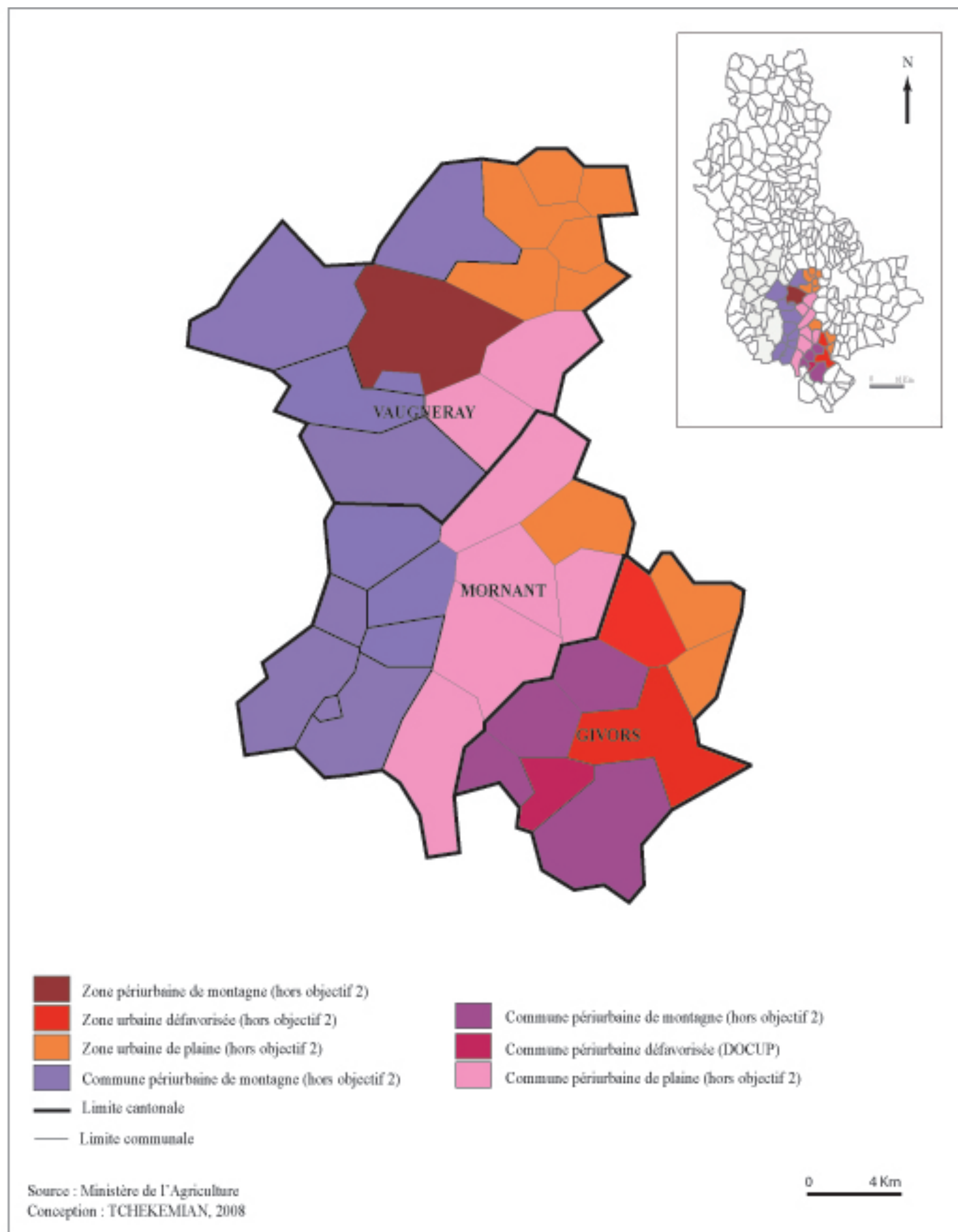
Peu d'agrotourisme malgré espaces boisés





Terrains d'étude

Coteaux du lyonnais (Rhône)





3 cantons : zone périurbaine (montagne, plaine)

Attractivité des urbains : pression foncière

Agriculture diversifiée : polyculture, élevage, vin, arboriculture, fruits rouges

Production de qualité : vin AOC

Petites exploitations et parcelles éparpillées

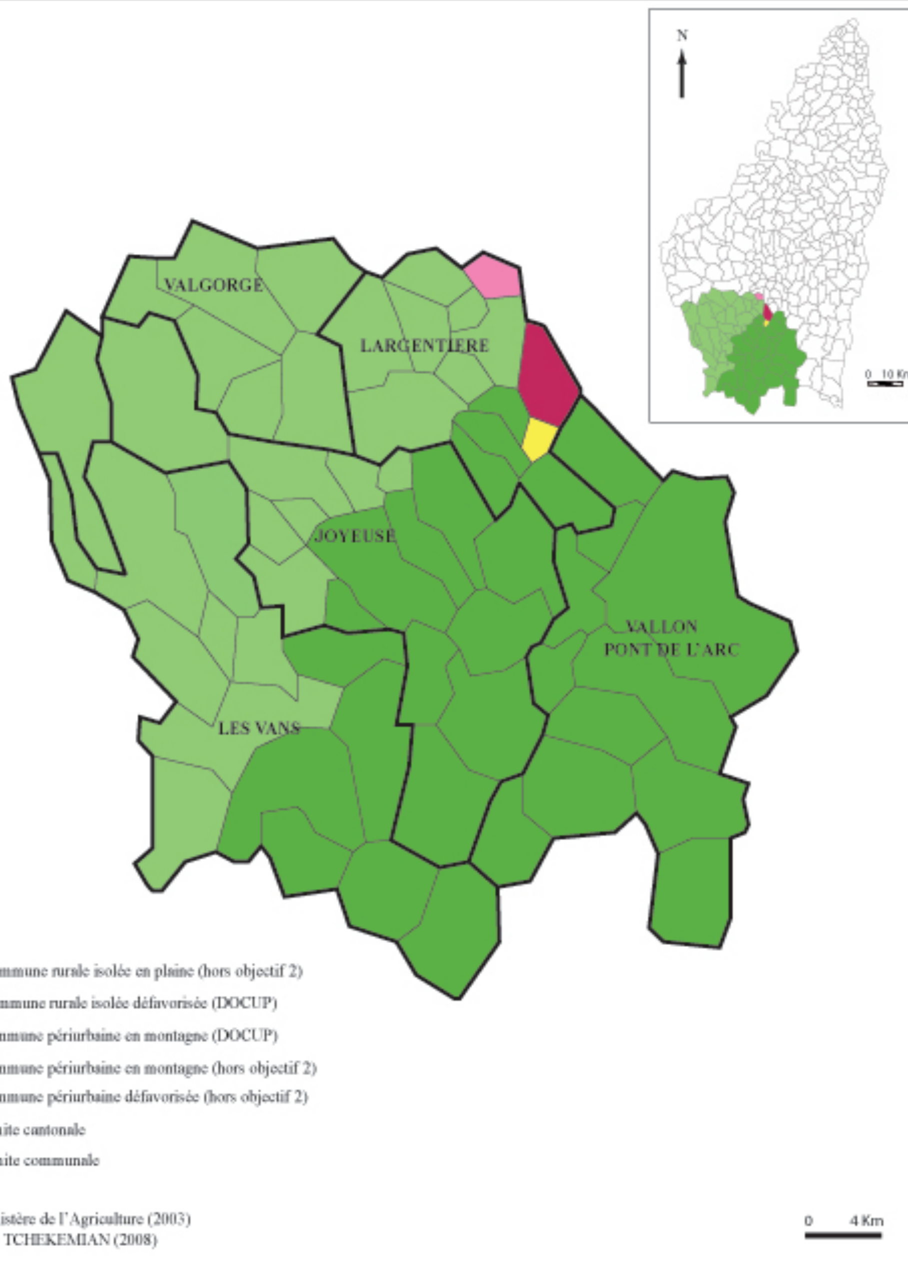
Habitation limite l'élevage : location, gîtes ruraux, vente directe, agrotourisme





Terrains d'étude

Ardèche méridionale





Sud de l'Ardèche : communes rurales isolées

5 cantons : pays de l'Ardèche méridionale

Fortes pressions foncières et touristiques

Environnement naturel riche

Activités touristiques très développées

Activités agricoles importantes dans l'économie

Viticulture, arboriculture, élevage

Transformation et vente directe, accueil et gîte





Terrains d'étude

Analyses d’entretiens d’acteurs

Acteurs rencontrés :

- **institutionnels** : CNASEA, ADASEA, SGAR, DRAF, DIREN, CR, CG, DDT, Ch. d’Agri, PNR, élus, maires

- **professionnels** : CDOA, Syndicats agricoles, Asso. de consommateurs, de protection de l’environnement, Exploitants

Dépouillement des données :

- **analyse textuelle (Sphinx Plus^2) :**
  - corrélations entre les propos des acteurs : termes récurrents
- **analyse thématique :**
  - thèmes dominants sur l’ensemble des terrains d’étude

Acteurs rencontrés par terrain d'étude

Profils des acteurs	Niveaux régional et départemental	Niveau communal	Entretiens par terrain
Participants à la mise en œuvre (représentés en CDOA)	• DRAF • SGAR • CNASEA (Délégation régionale), • DDT • ADASEA, • Chambre d'agriculture • Conseil Général • Syndicats (FDSEA, CDJA, Conf. Paysanne, MODEF, Coordi. Rurale) • CDOA (UFC Que Choisir, asso.)		1 1 1 2 2 1 2 1 2
Partenaires du développement rural		• Conseillers généraux, Présidents des EPCI locales, Pays • Technicien	2 1
Bénéficiaires potentiels		• Exploitants, • Autres ruraux publics et privés	10 (environ)
Personnes ressources	• Presse locale, • Chercheurs, autres	• Acteurs économiques, • Autres selon enquête réputationnelle	1
		Total	**37**

Contexte | Problématique | **Méthodologie** | Analyse | Conclusion | Bibliographie

13

Guide d'entretien

Secrétariats Généraux pour les Affaires Régionales
Interlocuteur : le Responsable des programmes européens
1. Contribution du RDR aux objectifs de développement rural :
2. Analyse de la coopération et du cofinancement des collectivités locales
3. Niveaux de programmation Du système précédent d'instruction local / national au système actuel hybride régional / national / local : - quelle visibilité politique, administrative ?
4. Documentation à recueillir in fine : Déclarations de politiques agricoles, rurales, Guides des aides européennes, Masses financières par mesure, Chartes de développement, d'environnement

Thèmes du guide d'entretien CG

Conseil Général
Interlocuteur : Chef du Service Economique ou Service Agricole et Environnement
1. Identification des priorités de développement agricole et rural
2. Contribution du RDR aux objectifs de développement rural
3. Analyse de la coopération et du cofinancement des collectivités locales
4. Fonctionnement des instances de programmation
5. Documentation à recueillir in fine : Déclarations de politiques agricoles et rurales, Guide des aides du CG, Budget agricole Chartes de développement, d'environnement, Récapitulatif des actions et aides en milieu rural (et pas seulement agricoles).

Guide d'entretien

Exploitants bénéficiaires ou non du RDR
1. Analyse de l'utilisation des ressources financières du RDR - Quelles sont les mesures que vous mettez en œuvre ?
2. Appréciation de la contribution du RDR aux objectifs de développement rural Rôle des mesures du RDR dans les évolutions des pratiques agricoles et des systèmes d'activité
3. Perception du RDR par la population cible Connaissance du RDR par les bénéficiaires, origine et forme de l'information ?
4. Appréciation des capacités techniques de formulation de projet Nature du soutien : financier, psychologique, autre ?

Axes de recherche

Stratégies développées par les acteurs ruraux français :

- effets de décisions, actes étatiques et gouvernementaux
- influences de ces effets sur les comportements des acteurs
- orientation du développement socioéconomique des territoires ruraux

Analyse de l'application du programme pour comprendre :

- fonctionnement, orientations, effets sur les acteurs et les territoires

Stratégies développées par les acteurs

1. D'une logique de projet à une logique de guichet :

- obtenir un max d'aides sans modifier les pratiques agricoles
- forte part des aides dans la rémunération totale des exploitants
- CDOA : dvpt des territoires par les élus locaux pour élection
- injustice face aux démarches de qualité, environnementales et BPA
- VA des exploitations améliorée par les démarches de qualité

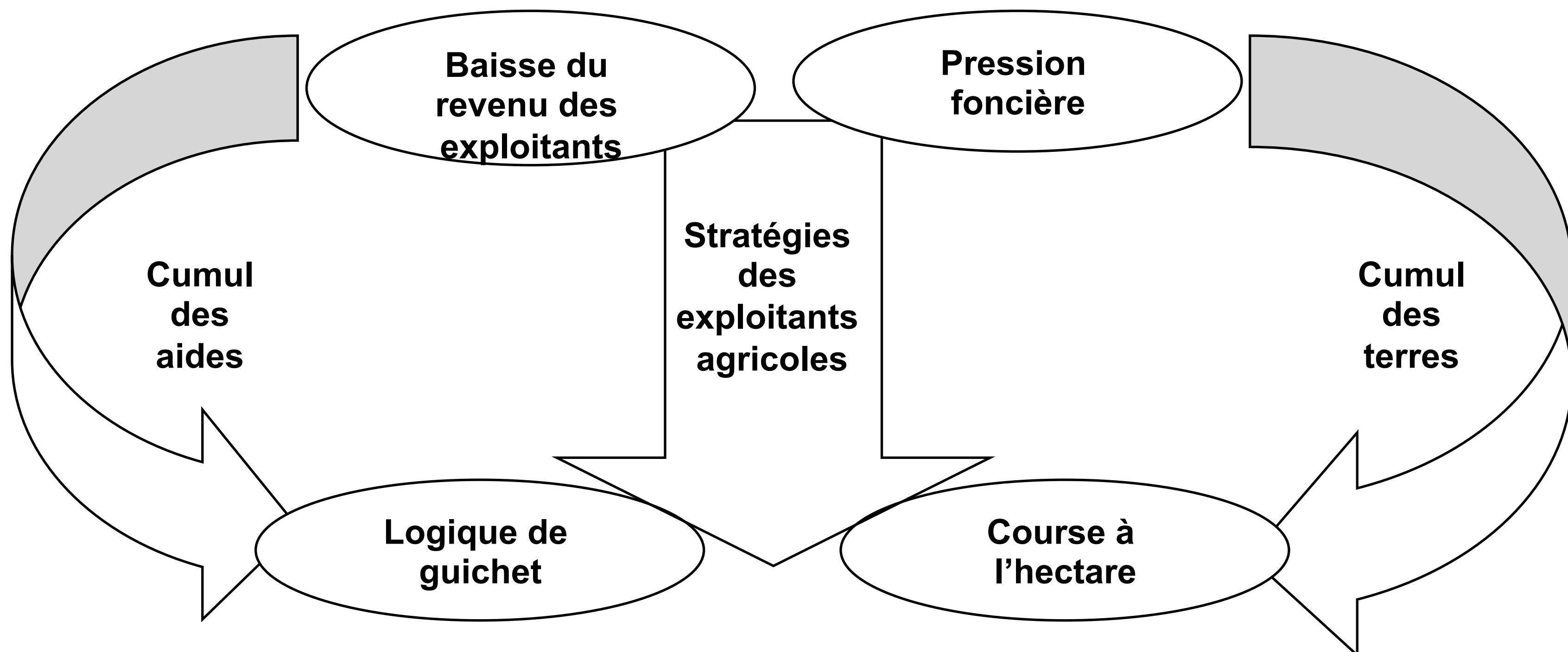
2. La course à l'hectare :

- acquérir le plus de terres pour percevoir plus d'aides
- favorise les comportements individualistes
- moyen pour valoriser le territoire (CAD)

Stratégies développées par les acteurs

3. Répercussions des stratégies foncières sur les activités agricoles

- accumulation des aides : « logique de guichet », « courses à l'hectare »
- classement des parcelles agricoles en zones constructibles
- nouvelles pratiques et modes de fonctionnement (agri raisonnée et bio)



Les principales stratégies adoptées par les acteurs face aux contraintes financières et foncières

Stratégies développées par les acteurs

4. Orientation à court terme des exploitations liées aux aides

- favorisée par le versement de subventions aux investissements (DJA + Prêts à Moyen Terme Spéciaux)
- des aides orientent vers une vision à long terme (ICHN)
- incertitude sur l'avenir de la PAC freine les projets

5. Comportements dominants face aux aides

- **modéré** : aide pour un atteindre un objectif (mises aux normes, achats de matériel…)
- **utilitariste** : accumule les aides et oriente le système d'exploitation (faible éthique environnementale)
- **protestataire** : amertume, méfiance, mauvaise foi, pessimisme

En conclusion

Le programme tend vers une nouvelle lecture des territoires ruraux et périurbains

1. **Territoires identifiés selon le zonage d'application des aides**

2. **Aides peuvent être perçues comme :**

   - outil de valorisation du territoire (ex : dans les zones défavorisées)
   - frein à l'innovation
   - outil de contrôle : dépendance des exploitants

3. **Mise en place de stratégies par les acteurs :**

   - vision à court terme des projets
   - maintien des activités et des revenus

Ouvrages principaux

- EUROPA, 2009, « La réforme de la Politique agricole commune (PAC) », dans *Europa Synthèses de la législation de l'UE*, dossier « Agriculture, Cadre général », [URL : http://europa.eu/legislation_summaries/agriculture/general_framework/l60002_fr.htm]

- INSEE, 2003, *Structuration de l'espace rural : une approche par les bassins de vie,* Rapport de l'Insee pour la Datar, en collaboration avec Ifen, Inra, Scees, Datar, juillet 2003, Paris, 2 vol., 56 p.

- Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, 2002, *Plan de Développement Rural National.*
- *Révision 2002*, Paris, 317 p.

- SHUCKSMITH M. J., THOMSON K. J., ROBERTS D, 2005, *The CAP and the regions: the territorial impact of the common agricultural policy*, Wallingford, CABI Publishing, 250 p.

- TCHEKEMIAN A., 2008, *L'impact d'une politique publique agricole européenne sur les acteurs et les territoires ruraux français. Étude de l'application du programme de développement rural dans six territoires d'étude*, Thèse de doctorat en géographie, sous la direction de GUMUCHIAN H., Institut de géographie Alpine, Université de Grenoble, Grenoble, 560 p.

- TROUVE A., BERRIET-SOLLIEC M., 2008, « 2nd pilier de la Politique Agricole Commune et régionalisation : vers plus de cohésion ? », dans *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, n°1, pp. 87-108.

- VISSAC B., 1991, « Quand les agronomes s'en vont aux champs », dans *L'Espace géographique*, MARCHAL J-Y., vol. 3, p. 217.